

Nations Unies
**ASSEMBLÉE
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION, 1124^e
SÉANCE

Mardi 17 octobre 1967,
à 15 h 45



NEW YORK

SOMMAIRE

	Pages
Point 44 de l'ordre du jour:	
Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (suite)	85
Point 42 de l'ordre du jour:	
Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite):	
a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général;	
b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général	86

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI
(Pérou).

POINT 44 DE L'ORDRE DU JOUR

Rôle de l'Organisation des Nations Unies dans la formation du personnel technique national en vue de l'industrialisation accélérée des pays en voie de développement (suite) [A/6703, chap. X; A/6855, A/C.2/L.956/Rev.1, A/C.2/L.957, A/C.2/L.958]

1. M. VASCONCELLOS (Brésil) déclare que les auteurs du projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 ont tenu des consultations avec les délégations qui ont proposé des amendements. Il a été décidé que le projet de résolution, relatif au point 44 de l'ordre du jour, serait mis aux voix sous sa forme existante, à condition que les aspects plus vastes et plus complexes du problème de l'exode des compétences soient débattus au titre du point 12, à propos du chapitre pertinent du rapport du Conseil économique et social (voir A/6703, chap. X).

2. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) annonce que sa délégation et celles de la Haute-Volta et du Venezuela préparent un nouveau projet de résolution, qu'il espère voir examiné en même temps que le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1.

3. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) souligne que le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 a trait au point de l'ordre du jour à l'examen, et devrait être mis aux voix le plus rapidement possible; les projets de résolution traitant du problème de l'exode des compétences pourraient être soumis au cours du débat sur le point 12, comme l'a suggéré le représentant du Brésil.

4. M. AITKEN (Jamaïque) déclare qu'il est prêt à voter immédiatement sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 tel qu'il est présenté. Il estime que les questions qui ne se rattachent pas directement au point 44 de l'ordre du jour devraient être débattues à un stade ultérieur.

5. On s'accorde à reconnaître que la formation de personnel national technique et administratif est essentielle pour le développement économique des pays en voie de développement, et que l'Organisation des Nations Unies devrait intensifier son activité dans ce domaine, prenant tout particulièrement en considération les pertes résultant de l'émigration de personnel qualifié vers les pays développés. La Jamaïque souffre depuis longtemps de l'exode des compétences et reconnaît l'extrême complexité du problème qui met en cause l'aptitude des pays en voie de développement à absorber leur personnel qualifié, ainsi que d'autres facteurs économiques et psychologiques. Les spécialistes qui décident de rester dans leur patrie le font pour des raisons multiples, mais probablement surtout en raison d'un sentiment d'engagement personnel dans les affaires de leur pays. Les pays en voie de développement devraient donc accentuer leurs efforts pour développer, chez leurs élites, un sentiment de participation et de responsabilité. La Jamaïque s'étant engagée à respecter les principes des droits de l'homme estime que de tels efforts, à l'échelle nationale, sont le seul remède possible contre l'exode. D'ailleurs, ce mouvement a certain avantages, comme l'influence exercée par les expatriés dans leur pays d'adoption et les apports de fonds que représentent les versements qu'ils font à leurs familles.

6. M. ARCHIBALD (Trinité-et-Tobago) déclare qu'il est, lui aussi, prêt à passer au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1.

7. M. ASLAM (Pakistan) fait remarquer que le Comité élargi du programme et de la coordination a attiré l'attention sur le problème de la prolifération des résolutions traitant de questions similaires ou identiques. Le problème de l'exode des compétences devrait donc être débattu au titre du point 12, et l'on devrait supprimer toute mention de cette question dans le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1. Toutefois l'amendement oral à ce projet de résolution proposé par le représentant de la Haute-Volta est acceptable, car il a trait au point 44.

8. M. RAHNEMA (Iran) en appelle au représentant de la République-Unie de Tanzanie pour qu'il retire son amendement (A/C.2/L.957), afin de permettre au Comité de passer immédiatement au vote sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1, qui recueille d'ores et déjà l'accord général. On pourrait étudier au cours

du débat sur le point 12 les idées très intéressantes présentées dans cet amendement.

9. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) retire son amendement (A/C.2/L.957) et présente oralement un nouveau projet de résolution (A/C.2/L.958) au nom de sa délégation et de celles de la Barbade, de la Haute-Volta, de l'Uruguay, du Venezuela et de la Zambie.

10. M. BRADLEY (Argentine) propose que le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 soit clos et que ce projet soit mis aux voix. Le projet de résolution présenté par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (A/C.2/L.958), qui est très utile et qui complète l'autre projet de résolution, pourrait être examiné lorsqu'il aura été distribué dans toutes les langues officielles.

11. M. OLUMIDE (Nigéria) fait observer que le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 ne devrait pas être clos tant que l'amendement oral suggéré par le représentant du Pakistan n'a pas été pris en considération par les auteurs de ce projet.

12. M. CHTOUROU (Tunisie) souligne que le projet de résolution présenté verbalement par le représentant de la République-Unie de Tanzanie (A/C.2/L.958) ressemble sur de nombreux points au projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1. Il estime donc que le débat ne devrait pas être clos sans qu'une autre tentative ait été faite de combiner les deux textes.

13. M. KOTCHOUBEI (République socialiste soviétique d'Ukraine) appuie la proposition du représentant de l'Argentine. Une fois qu'elle se sera prononcée sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1, la Commission sera mieux placée pour examiner le projet de résolution A/C.2/L.958 qui traite uniquement de l'exode des compétences.

14. M. RAHNEMA (Iran) appuie ces remarques.

15. Le PRESIDENT invite la Commission à voter sur la proposition du représentant de l'Argentine pour close le débat sur le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1.

Par 48 voix contre 24, avec 18 abstentions, la proposition est adoptée.

16. Le PRESIDENT déclare qu'en l'absence d'objections il considérera le projet de résolution A/C.2/L.956/Rev.1 comme adopté à l'unanimité par la Commission.

Il en est ainsi décidé.

POINT 42 DE L'ORDRE DU JOUR

Financement extérieur du développement économique des pays en voie de développement (suite*) [A/6703, chap. V, sect. I; A/6703/Add.1, chap. IV; A/6848, E/4408/Rev.1]:

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance technique destinés aux pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4274 et Add.1, E/4293 et Add.1 et 2, E/4327, E/4371, E/4375);

b) Sorties de capitaux des pays en voie de développement: rapport du Secrétaire général (E/4374 et Add.1 et 2)

17. M. BOIKO (République socialiste soviétique d'Ukraine) estime qu'il n'est pas étonnant que la question du financement du développement économique reste le principal sujet de discussion aux Nations Unies, étant donné que le niveau de vie et le taux de croissance économique accusent un écart grandissant entre pays en voie de développement et pays développés, malgré les efforts que fait la communauté internationale en vue de réduire cet écart. La Décennie des Nations Unies pour le développement touchera bientôt à sa fin, et pourtant aucun des objectifs globaux de croissance qui avaient été fixés n'a encore été atteint. Comme l'a fait observer le Secrétaire général, bien que, dans la deuxième moitié de la Décennie, les pays en voie de développement pourraient et devraient mettre plus efficacement en valeur les ressources dont ils disposent, ils devraient aussi pouvoir compter, dans leurs efforts, sur un appui effectif accru de la part des pays développés.

18. Un des meilleurs moyens par lesquels les pays développés peuvent contribuer au développement économique des pays pauvres est d'appuyer les mesures envisagées dans la résolution 2169 (XXI) de l'Assemblée générale en date du 6 décembre 1966 en vue de limiter les sorties de capitaux des pays en voie de développement. Les capitaux privés étrangers investis dans ces pays sont, presque sans exception, placés là où leur revenu sera le plus grand, sans qu'il soit tenu compte des plans de développement nationaux. Par contre, l'assistance au développement fournie par les pays socialistes va aux projets inscrits dans les plans de développement nationaux et est accordée à la suite de demandes précises des gouvernements. De plus, les pays socialistes orientent leur aide vers les projets du secteur public, s'assurant par là qu'elle sera utilisée pour des projets prioritaires et qu'elle contribuera à accélérer la croissance économique et à stabiliser l'économie du pays bénéficiaire. Comme l'aide des pays socialistes est fondée sur les principes du respect de la souveraineté nationale du pays bénéficiaire et de la non-ingérence dans ses affaires intérieures, chaque projet exécuté avec l'assistance d'un de ces pays devient, dès que son exécution est terminée, pleine propriété du pays bénéficiaire. De même, une des caractéristiques de l'assistance fournie par les pays socialistes est que tout le matériel nécessaire pour compléter les ressources locales est fourni par le pays donateur, lequel se charge également des travaux de recherche et de planification indispensables.

19. En raison de facteurs comme la pénurie de personnel qualifié ou le manque de matières premières, l'aide des pays socialistes à certains pays très attardés économiquement est affectée, si ces pays en font la demande, au développement de l'industrie légère et des transports et communications. Toutefois, les trois quarts de l'assistance totale des pays socialistes au développement sont consacrés à l'industrie, et plus particulièrement à l'industrie lourde. Cette assistance a pour effet de renforcer la souveraineté nationale, d'autant plus que tous les prêts au développement consentis par les pays socialistes portent, en général,

*Reprise des débats de la 1121ème séance.

un taux d'intérêt de 2,5 p. 100 et sont assortis de délais d'amortissement si libéraux que les pays en voie de développement sont souvent en mesure de les rembourser grâce aux revenus des industries implantées; de plus, ils ne doivent pas les rembourser en monnaies convertibles, comme l'exigent de nombreux pays capitalistes. Maintenant que les pays en voie de développement, dans leur ensemble, réussissent progressivement à mobiliser leurs propres ressources pour le développement, les relations commerciales avec ces pays pourront de plus en plus être établies sur une base commerciale normale, c'est-à-dire qu'il ne sera plus nécessaire de recourir à la solution des crédits à long terme.

20. Il est regrettable que dans la discussion relative à la part de responsabilité des pays développés dans le retard économique des pays en voie de développement, on ne fasse pas plus souvent une distinction entre pays capitalistes et pays socialistes. Les pays socialistes ne sont responsables ni de l'exploitation coloniale, ni de la structure actuelle inéquitable du commerce international, aussi la délégation ukrainienne estime-t-elle que les pays capitalistes développés ont l'obligation morale d'augmenter leur assistance aux pays démunis.

21. La délégation ukrainienne est d'avis que le temps est venu de revoir les critères sur lesquels on se fonde pour qualifier un pays de "pays en voie de développement". Le degré de développement économique des pays normalement placés dans cette catégorie varie à un tel point que le revenu national ne saurait être, à lui seul, un indicateur sûr; il faudrait tenir compte de plusieurs autres facteurs économiques qui déterminent le niveau de développement d'un pays.

22. Dans les documents sur le financement extérieur du développement dont la Commission est saisie, le Secrétariat a porté principalement son attention sur les méthodes propres à augmenter le courant de capitaux privés vers les pays en voie de développement. Certes, le capital privé a un rôle à jouer dans le financement du développement, mais il est indispensable que les pays bénéficiaires exercent un droit de regard sur les investissements effectués et sur le rapatriement des bénéfices et qu'ils prennent des mesures fiscales adéquates. Sinon, tout accroissement de l'investissement privé se traduira inmanquablement par la perpétuation de l'emprise étrangère sur l'économie des pays en voie de développement et de leur rôle de fournisseurs de matières premières. En examinant ces questions, la Commission ne doit pas perdre de vue que le capital étranger privé ne représente qu'un tiers du financement extérieur total du développement. Elle doit s'inspirer de la résolution 2158 (XXI) de l'Assemblée générale relative à la souveraineté permanente sur les ressources naturelles et, plutôt que de rechercher les moyens propres à améliorer les conditions d'investissement de capitaux privés étrangers, elle devrait rechercher ceux qui permettraient d'augmenter l'assistance multilatérale.

23. M. PEREZ TOMAS (Argentine) déclare que sa délégation est convaincue que, pour les pays en voie de développement, le moyen le plus sûr de faire échec aux sorties de capitaux est de réorganiser et de rationaliser leurs économies en vue d'assurer aux investisseurs non seulement des taux d'intérêt

satisfaisants, mais aussi des possibilités d'investissement dans les secteurs productifs de l'économie. D'autre part, les pays en voie de développement souhaitent voir grossir le flux de capitaux qui leur vient des pays développés; à cet égard le Gouvernement argentin est au nombre de ceux qui ont pris des mesures spéciales en vue de favoriser les investissements étrangers. Au nombre de ces mesures, il faut compter des réformes administratives et des accords bilatéraux sur la double imposition, conclus avec un certain nombre de pays d'Europe occidentale. Le Gouvernement argentin appuie la demande adressée par le Conseil économique et social au Secrétaire général, dans le paragraphe 1 de sa résolution 1273 (XLI), en vue de constituer un Groupe de travail spécial composé d'experts et de fonctionnaires des services fiscaux qui serait chargé d'étudier la question des conventions fiscales entre pays développés et pays en voie de développement, et espère que l'occasion lui sera donnée de proposer la candidature d'un membre de ce groupe.

24. Il va de soi que les efforts entrepris à l'échelon national doivent être appuyés par la coopération internationale; toutefois, dans ce domaine, le bilan décevant des dernières années est un sujet d'inquiétude. Non seulement les prêts au développement sont assortis de conditions de plus en plus dures, mais la pratique de l'aide liée se généralise, de sorte que les pays en voie de développement sont dans l'impossibilité de se procurer, aux prix les plus avantageux, les biens d'équipement dont ils ont besoin. De même, le courant total de la coopération financière internationale n'a accusé aucune augmentation par rapport aux besoins totaux des pays en voie de développement et, comme chacun le sait, l'objectif que la Décennie s'était fixé, consistant à consacrer 1 p. 100 du revenu national des pays développés aux pays en voie de développement n'a jamais été atteint. Un fait encore plus alarmant — qui est mentionné dans le rapport pour 1966-1967 de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et de l'Association internationale de développement (AID)^{1/} — est que le montant total des contributions des quatre principaux donateurs d'aide publique, qui, ensemble, interviennent pour quelque 80 p. 100 dans l'assistance totale fournie par les membres du "Groupe I" de l'AID, n'a pas augmenté de 1961 à 1966.

25. Aussi, la délégation argentine estime-t-elle que les prêts assortis de conditions particulières devraient être abolis et que le flux net des transferts des pays industrialisés vers les pays en voie de développement devrait être augmenté, principalement par la voie des mécanismes multilatéraux. La délégation argentine attache également une grande importance à l'organisation de consultations entre pays importateurs et pays exportateurs de capitaux en vue d'améliorer les conditions des crédits fournisseurs. Naturellement, la solution de tous ces problèmes dépend de la volonté politique des Etats qui, par suite de circonstances historiques, ont la haute main sur l'économie mondiale.

26. M. OLUMIDE (Nigéria) dit que l'une des raisons principales du caractère peu satisfaisant de la crois-

^{1/} Rapport annuel, 1966-1967 (Washington [D. C.]), transmis au Conseil économique et social par une note du Secrétaire général (E/4431).

sance économique des pays en voie de développement est le ralentissement de l'apport de capitaux extérieurs. Le rapport du Secrétaire général intitulé "Le courant international des capitaux à long terme et les donations publiques, 1961-1966" (E/4371) montre que cet apport ne s'est pas accru au même rythme que la croissance économique soutenue des pays développés et que les transferts nets de ces pays, calculés en fonction de leur produit national brut global, ont diminué entre 1961 et 1965. En outre, les neuf dixièmes des capitaux extérieurs que reçoivent les pays en voie de développement proviennent de sources bilatérales et un dixième seulement d'institutions internationales.

27. On prétend quelquefois que les pays en voie de développement n'ont pas encore atteint le stade où des apports de capitaux extérieurs peuvent les aider à développer leur économie. Cet argument est fallacieux: grâce à l'amélioration de leur infrastructure économique et de leurs techniques administratives, la capacité d'absorption de ces pays est satisfaisante et s'accroît sans cesse. Il est donc nécessaire que les pays développés fassent preuve d'une plus grande volonté politique d'augmenter le montant des capitaux qu'ils transfèrent aux pays en voie de développement. Jusqu'à présent, ce montant est resté en deçà de l'objectif de 1 p. 100. Ce déficit ainsi que la charge qu'impose aux pays en voie de développement le service de leur dette ont rendu impossible, pour la majeure partie d'entre eux, la réalisation du modeste objectif d'un taux de croissance annuel de 5 p. 100 qui avait été fixé pour la Décennie des Nations Unies pour le développement.

28. Les termes et les conditions de l'octroi de financement extérieurs aux pays en voie de développement deviennent de moins en moins satisfaisants. D'après les données qui figurent dans le document E/4371, les dons, qui représentaient en 1962 environ la moitié du volume total des transferts, n'en représentaient plus que les deux cinquièmes en 1965. Les prêts sont accordés pour de courtes périodes et les taux d'intérêt sont relativement élevés; la pratique de l'aide liée devient de plus en plus courante. Les pays en voie de développement devraient pouvoir rembourser en partie les prêts liés en exportant des matières premières vers les pays créditeurs. Les conditions peu satisfaisantes auxquelles est soumis le transfert de ressources extérieures aux pays en voie de développement ont pour conséquence un accroissement de l'endettement de ces pays, la désorganisation de leurs plans de développement et de nombreuses déceptions.

29. Il est exact que le flux de ressources financières provenant des pays développés est freiné par des problèmes de balance des paiements et par la nécessité de gagner le soutien de la population de ces pays en faveur d'une assistance économique aux nations défavorisées. Ces difficultés pourraient cependant être surmontées grâce à des mesures commerciales et fiscales temporaires et à la diffusion d'informations sur les problèmes des pays en voie de développement ainsi que sur l'étroite relation qui existe entre la prospérité économique de ceux-ci et celle des pays développés. L'Organisation des Nations Unies et les pays développés devraient donc intensifier leurs campagnes d'information. L'efficacité de telles cam-

pagnes a été prouvée par le représentant de la Norvège, qui a indiqué à la 1121^{ème} séance que le Gouvernement norvégien avait pu accroître son aide publique au développement d'environ 17 p. 100 par an au cours des cinq années écoulées.

30. D'autres méthodes ont été proposées dans diverses études de l'ONU pour accroître le courant des capitaux extérieurs vers les pays en voie de développement. Par exemple, dans le résumé et conclusions du rapport du Secrétaire général intitulé "Moyens d'encourager les investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement" (E/4293), il est proposé d'encourager les investissements étrangers privés en identifiant et en formulant des projets valables, et en les portant à la connaissance d'entreprises et de sources de financement étrangères qui pourraient être disposées à les réaliser. Il est également souligné dans ce rapport que l'ONU et d'autres institutions multilatérales et bilatérales pourraient jouer un rôle utile à cet égard en établissant des liens institutionnels entre les organismes compétents des pays en voie de développement et des sources possibles de financement dans les pays développés, ce qui pourrait éventuellement être réalisé par l'intermédiaire des banques de développement régionales. Le représentant du Nigéria accueille avec satisfaction cette suggestion et exprime l'espoir qu'à mesure que s'élargiront ses activités, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) mettra en pratique ses excellentes idées sur la promotion des investissements.

31. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) devrait étudier la possibilité de suppléer aux capitaux de développement transférés par les pays développés en élargissant les possibilités de commerce des pays en voie de développement. Cela permettrait de supprimer les inconvénients psychologiques qui résultent, aussi bien pour les pays développés que pour les pays en voie de développement, de l'abus de l'aide financière.

32. Enfin, les pays en voie de développement doivent mobiliser leurs ressources financières internes pour atténuer les difficultés que leur crée leur endettement croissant. Le taux d'épargne intérieure a continué de s'accroître dans ces pays, mais il faut s'efforcer d'arrêter les sorties des capitaux dues au fait que les hommes d'affaires nationaux et étrangers investissent leurs bénéfices dans des pays industrialisés.

33. M. MOSSINE (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que l'un des principaux facteurs du ralentissement de la croissance économique des pays en voie de développement est le volume insuffisant de capitaux pouvant être utilisés à des fins productives. Ce problème est maintenant très aigu: la BIRD a estimé que les pays en voie de développement pouvaient absorber pour leur développement économique des ressources supplémentaires représentant 3 à 4 milliards de dollars; leur capacité d'absorption est en fait probablement plus élevée encore. Les plans de développement économique devraient sans aucun doute être financés principalement grâce à des ressources internes; le problème consiste à rendre disponibles les ressources nécessaires et à les orienter vers la promotion de la croissance économique. Après la révolution de 1917, l'Union soviétique s'est trouvée devant la nécessité de procéder à des réformes radi-

cales afin de mettre fin à son retard économique et technique. En nationalisant les entreprises industrielles, agricoles et financières, le Gouvernement soviétique a pu consacrer, dans le cadre de plans établis avec soin, toutes les ressources disponibles à la tâche vitale de l'industrialisation. En même temps, certains investissements étrangers privés ont été autorisés, l'Etat gardant le contrôle de l'économie. De cette façon, l'Union soviétique a pu atteindre des taux d'accumulation de capital sans précédent. Alors que pendant les années 1920, dans les pays capitalistes, ce taux représentait environ 7 à 12 p. 100 du revenu national brut, il se situait en Union soviétique, pendant la même période, entre 26 et 28 p. 100.

34. L'utilisation du secteur public permet d'atteindre des taux d'accumulation de capital plus élevés que ceux que l'on obtiendrait dans le secteur privé; cela apparaît clairement dans certains pays en voie de développement comme la République arabe unie, où le taux de croissance économique, en particulier dans le secteur industriel, s'est jusqu'ici maintenu à un niveau élevé. Malheureusement, l'agression impérialiste commise par Israël a mis les peuples de la République arabe unie et de plusieurs autres Etats arabes en face de difficultés supplémentaires. La délégation soviétique espère que les Nations Unies soutiendront les intérêts économiques de ces peuples et, notamment, appuieront leurs revendications en vue d'une indemnisation des dommages subis du fait de l'agression d'Israël.

35. Le financement interne et le financement externe sont intimement liés, mais celui-ci ne peut que compléter celui-là. La principale source de devises pour les pays en voie de développement est le commerce extérieur, et les orateurs précédents ont eu tout à fait raison de parler de la situation du commerce mondial. La délégation soviétique formulera ultérieurement son opinion sur cet aspect du problème au sein de la Deuxième Commission aussi bien qu'à la deuxième session de la CNUCED. Elle tient cependant à souligner que la position des pays en voie de développement dans le système de commerce mondial capitaliste reste difficile et inéquitable et n'est pas fondée sur le principe des avantages mutuels. Bien que le taux de croissance de leurs exportations soit supérieur à celui de leur produit national brut, les pays en voie de développement continuent d'enregistrer un important déficit de leur balance commerciale, déficit qui était plus élevé en 1965 qu'au cours des sept années précédentes. Cette situation montre bien l'écart qui existe entre les prix auxquels sont payés les produits primaires provenant des pays sous-développés et les prix auxquels ceux-ci achètent les produits manufacturés qu'ils doivent importer: c'est là un problème qui doit être résolu le plus rapidement possible.

36. Le problème des sorties de capitaux des pays en voie de développement prend des proportions catastrophiques, et l'on voit venir le moment où les paiements au titre du remboursement de la dette des pays en voie de développement dépasseront le volume des financements extérieurs, compromettant ainsi leur développement économique. Malheureusement, l'attitude des pays occidentaux est loin de faciliter la solution du problème, car, au lieu d'assouplir les conditions auxquelles ils prêtent, ils les rendent encore plus strictes. Néanmoins, on peut prendre

certaines mesures pour freiner les sorties de devises des pays en voie de développement au titre du remboursement de la dette. D'abord, il faudrait, conformément aux recommandations de la CNUCED, que les taux d'intérêt ne dépassent pas 3 p. 100 par an^{2/}. Deuxièmement, les pays en voie de développement devraient pouvoir rembourser les prêts sous forme de biens produits sur place, plutôt qu'en devises étrangères. La plupart des accords signés entre l'URSS et les pays en voie de développement prévoient le remboursement en produits d'exportation traditionnels, en monnaie locale, en articles produits par l'entreprise créée grâce au prêt: en fait, les produits que l'Union soviétique reçoit des pays en voie de développement en paiement des prêts constituent déjà une proportion notable de ses importations en provenance de ces pays.

37. En ce qui concerne les prêts et les crédits privés, il est intolérable que les pays en voie de développement doivent payer des taux d'intérêt de 7 p. 100 ou plus pour des crédits à court ou à moyen terme consentis par des compagnies privées de certains pays. Les sorties de devises des pays en voie de développement augmentent encore du fait des bénéfices énormes et des dividendes rapatriés par les compagnies étrangères opérant dans ces pays; on a estimé à 5 milliards de dollars les sommes ainsi rapatriées en 1965. Le fait que ces bénéfices et dividendes dépassent de loin le flux total des capitaux privés — même si l'on fait figurer dans ce total les réinvestissements, bien qu'en fait ils ne constituent pas un nouveau financement extérieur — est assez révélateur. L'URSS, qui a utilisé des capitaux privés au premier stade de son industrialisation, pense que l'on peut utiliser ces capitaux à condition qu'ils soient fournis sur la base d'avantages mutuels et sans ingérence dans les affaires intérieures du bénéficiaire. Malheureusement, le désir de maximiser les profits étouffe souvent ces principes, et les jeunes Etats sont parfois contraints de conclure des accords qui ne sont pas à leur avantage. Bien que certains Etats, y compris les pays exportateurs de pétrole, aient tenté de protéger leurs intérêts en nationalisant les entreprises ou en modifiant les accords inéquitables, l'ONU devrait veiller de plus près au respect de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961, qui invite notamment les Etats Membres à appliquer des politiques visant à assurer aux pays en voie de développement une part équitable des recettes provenant de l'extraction et de la commercialisation de leurs ressources naturelles au moyen de capitaux étrangers.

38. L'étude sur le développement des investissements privés étrangers dans les pays en voie de développement (E/4293) est partielle en ce qu'elle prône l'établissement de conditions plus favorables aux investisseurs privés et qualifie toutes les mesures prises par les pays en voie de développement pour protéger leurs droits souverains et leurs intérêts économiques de "rigides" ou d'"injustifiées". Il est douteux que le progrès économique soit encouragé par les principes dont semble s'inspirer ce document. Par exemple, les auteurs concluent que les réglemen-

^{2/} Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11), annexe A.IV.4.

tations concernant la balance des paiements, les impôts sur le rapatriement des bénéfices et d'autres restrictions au courant inverse des capitaux peuvent s'avérer antiproductives, ce qui revient à dire que le développement économique progresserait si l'on autorisait les investisseurs étrangers à contrôler certains secteurs économiques, à récolter d'énormes bénéfices et à les rapatrier librement. Cependant, l'étude reconnaît bien que les capitaux privés sont investis principalement dans les sources de matières premières plutôt que dans la création d'industries de transformation. Il pourrait donc être utile que l'ONU rédige un code international pour réglementer l'investissement des capitaux privés étrangers et protéger les intérêts économiques des pays en voie de développement ainsi que leur souveraineté sur leurs ressources naturelles.

39. A la quarante-troisième session du Conseil économique et social, la délégation soviétique a déjà mentionné les lacunes de l'étude intitulée "Sorties de capitaux des pays en voie de développement" (E/4374). Elle n'ignore pourtant pas les difficultés que le Secrétariat a rencontrées en préparant cette étude, et elle espère que ce travail se poursuivra systématiquement en vue de faire des recommandations pratiques pour réduire les sorties de ressources qui sont essentielles pour les pays en voie de développement. L'étude intitulée "Crédits à l'exportation et financement du développement" (E/4274 et Add.1) est dans l'ensemble un document excellent, mais il est regrettable que l'on n'y mentionne pas la République démocratique allemande, important exportateur d'équipement industriel complexe.

40. M. ST. JOHN (Trinité-et-Tobago) dit que l'un des principaux facteurs ralentissant la croissance des pays en voie de développement est leur manque de capitaux, auquel seules les nations riches peuvent effectivement remédier. Malgré l'aide privée, bilatérale et multilatérale, le montant des ressources disponibles diminue par rapport aux besoins. Il y a peu d'espoir d'atteindre l'objectif fixé par la Décennie des Nations Unies pour le développement pour les transferts de capitaux dans les pays en voie de développement, à savoir 1 p. 100 du revenu national global des pays développés, afin d'assurer aux premiers un taux de croissance annuel de 5 p. 100. Pendant la première moitié de la Décennie, le taux de croissance économique de la Trinité-et-Tobago était d'environ 4 p. 100 en valeur réelle, soit à peu près la moitié du taux des années 1950. Il est clair que la structure de l'économie mondiale, dans son ensemble, doit être modifiée en faveur des pays en voie de développement. On a cherché à opérer de tels changements, mais sans succès jusqu'à maintenant. L'assistance que les pays en voie de développement voudraient recevoir est considérée comme un complément de leurs efforts nationaux, mais ces efforts eux-mêmes sont souvent paralysés par les conditions qui règnent dans l'économie mondiale. Par exemple, la Trinité-et-Tobago a un marché intérieur insuffisant, et la nécessité de chercher des débouchés à l'exportation gêne le développement économique du pays.

41. Il est bien connu que le courant des capitaux à destination des pays en voie de développement s'est

réduit. Des problèmes budgétaires et de balance des paiements, des difficultés sur le marché des capitaux et d'autres facteurs ont fait que le montant de l'assistance fournie aux pays en voie de développement par les pays développés à économie de marché est tombé de 0,83 p. 100 du produit national brut de ces derniers en 1961 à 0,65 p. 100 en 1964, bien qu'il ait remonté légèrement pour atteindre 0,70 p. 100 en 1965. De plus, ce courant de financement du développement, déjà limité, est soumis à des réglementations et des restrictions; c'est ainsi que, dans le domaine de l'assistance bilatérale, les dons cèdent de plus en plus la place aux prêts, ce qui entraîne des obligations supplémentaires pour les pays en voie de développement. C'est pour cette raison que la délégation de la Trinité-et-Tobago approuve le paragraphe 3 du dispositif de la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social, et en particulier les alinéas b, i, et b, ii.

42. L'assistance fournie par les institutions multilatérales, dont l'objet est de compléter plutôt que de se substituer à l'aide privée ou bilatérale, est décevante, car elle n'offre aux pays en voie de développement que des ressources relativement modestes. Or, ces institutions constituent leurs ressources au moyen de contributions publiques et de prêts contractés sur les marchés financiers, ce qui accroît encore les difficultés des pays en voie de développement qui doivent verser des intérêts élevés. Par exemple, le taux d'intérêt annuel des prêts de la BIRD est passé de 5,5 p. 100 à 6 p. 100 en février 1966, de sorte que les prêts de la Banque sont maintenant moins libéraux que la plupart des prêts bilatéraux publics. Les pays développés devraient, par conséquent, permettre à la BIRD et à ses filiales d'emprunter plus facilement et d'améliorer ainsi les conditions de ses prêts aux pays en voie de développement.

43. L'un des éléments principaux du problème des sorties de capitaux des pays en voie de développement vers les pays développés est le paiement de la dette. La délégation de la Trinité-et-Tobago a pris note du rapport du Secrétaire général sur cette question (E/4374), dans lequel on mentionne trois formes que prend le courant inverse des capitaux: le remboursement de la dette extérieure, le mouvement des capitaux autochtones investis diversement à l'étranger et les sorties de fonds sous forme de revenus d'investissements. Le problème du remboursement de la dette demeurera tant que l'assistance se fera au moyen de prêts et non de dons, mais on pourrait améliorer la situation actuelle en réduisant les taux d'intérêt et en prolongeant les délais de remboursement, conformément à la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social. Les pays en voie de développement font face à un autre problème, le mouvement des capitaux autochtones et les flux associés aux investissements privés. Aucune des nombreuses méthodes utilisées pour ralentir la sortie de capitaux des pays en voie de développement ne s'est révélée un succès total, et ces sorties peuvent augmenter au point d'être égales au montant total de capitaux étrangers reçus par les pays en voie de développement.

La séance est levée à 18 h 5.